

Rapport des représentant.e.s des
étudiant.e.s de l'Université
franco-allemande

2020 - 2022



Représentants des
étudiants UFA
DFH
Studierendenvertretung

En vue de l'assemblée des établissements membres

du 27. mai 2021

Avant-Propos

Chères et chers camarades,
Chère présidence de l'UFA,
Mesdames et messieurs,

La première moitié de notre mandat s'est vue marquée par les conséquences de la pandémie. Cependant, malgré les circonstances inhabituelles, nous avons pu nouer quelques liens avec les étudiant.e.s et entamer de nouveaux projets en collaboration avec l'UFA.

La COVID reste, cette année également, une préoccupation majeure dans le monde et parmi les étudiant.e.s. Beaucoup d'angoisses et de peurs les accompagnent constamment, comme par exemple une perte de la qualité des enseignements en raison de la digitalisation, des questions de protection des données dans le cadre d'examens en ligne et la gestion de l'année de mobilité durant la pandémie. La santé mentale des étudiant.e.s est également affectée par ce contexte. Une communication efficace et ciblée est donc essentielle. Le rapport montre qu'un besoin (considérable) d'amélioration persiste dans ce domaine.

Les étudiant.e.s acceptent souvent de dépenser davantage afin de mener à bien leurs études. L'aide à la mobilité ainsi que les financements proposés par l'UFA en sont d'autant plus importants aux yeux de tou.te.s. Une analyse précise de la situation financière des étudiant.e.s nous est parue fondamentale. Nous avons également pour la première fois pris en considération la situation des étudiant.e.s provenant de pays tiers.

Nous ne mettons toutefois pas uniquement les aspects négatifs en avant. Les forces des cursus de l'UFA sont clairement apparues et beaucoup d'étudiant.e.s ont exprimé leur satisfaction sur ce point. Par le biais de ce rapport, nous ne souhaitons pas seulement relever les difficultés des étudiant.e.s mais bien proposer des solutions et des perspectives d'amélioration.

Comme dans les précédentes versions, nous avons organisé ce rapport en fonction des différents domaines disciplinaires, où des problèmes spécifiques ont été évoqués dans les sous-parties.

Nous souhaitons vous remercier pour la belle coopération et espérons qu'un dialogue constructif et dynamique régira le reste de notre mandat.

Bien cordialement,
Les représentant.e.s des étudiant.e.s UFA 2020 - 2022

Sommaire

I. Partie générale	2
Autour des études	3
Financement	6
Communication	6
II. Implications de la pandémie de COVID-19	7
Influences de la pandémie sur les études	7
L'inquiétude du financement	8
Santé mentale et situation psychologique	9
Aspects positifs	10
III. Groupes disciplinaires	11
Sciences humaines et sociales	11
Sciences économiques / Gestion	12
Droit	14
Mathématiques, Informatique, Sciences de l'ingénieur, Sciences et Architecture	15
Formation des enseignant.e.s	16
Formation doctorale	17
Étudiant.e.s originaires de pays tiers	18
IV. Perspectives d'avenir	19
V. Représentant.e.s des étudiant.e.s	20
VI. Résumé	22

I. Partie générale

Depuis 2015, nous basons notre rapport principalement sur une enquête menée auprès des étudiant.e.s de l'UFA. Celle-ci leur a été partagée via un lien sur la liste de distribution de courriels de l'UFA et sur les réseaux sociaux des représentant.e.s des étudiant.e.s de l'UFA (Facebook, Instagram). Les réponses étaient anonymes. Cette année, 327 étudiant.e.s et doctorant.e.s ont participé, ce qui représente environ 5 % du total des 6 400 étudiants de l'UFA. Nous tenons à souligner que la validité de l'enquête n'est pas minimisée pour autant et que des tendances claires sont visibles. Malgré le faible nombre de participant.e.s, l'enquête reste représentative car les différents départements de l'UFA sont assez bien représentés.

Cependant, il est clair qu'une augmentation du taux de participation à l'enquête est nécessaire pour les années à venir. Une possible explication du faible nombre de participant.e.s est le manque de communication et de diffusion de l'enquête. Les étudiant.e.s de l'Université franco-allemande ne sont pas (ou très peu) au courant qu'une enquête a lieu et ne peuvent donc pas y prendre part. En particulier, il est encore plus difficile d'atteindre le groupe des doctorant.e.s. Un soutien accru de la part des universités membres ou des responsables de programme ainsi que de l'Université franco-allemande serait souhaitable dans la diffusion de l'enquête auprès des étudiant.e.s pour les prochaines éditions de l'enquête. C'est la seule façon d'assurer une bonne représentation des étudiant.e.s !

Parmi les participant.e.s à l'enquête, 36,1% appartiennent à des cursus de sciences humaines et sociales, ce qui en fait le domaine le plus représenté. Les étudiant.e.s en commerce représentent à nouveau le deuxième plus grand pourcentage d'étudiant.e.s avec 21,4 %, suivis de près par les étudiant.e.s en droit avec 20,8 %. Par rapport à 2019, le taux de réponse du département de mathématiques, informatique, ingénierie et sciences naturelles, architecture a diminué d'un peu moins de la moitié. Seuls 11,3% des participant.e.s à l'enquête appartiennent à ces domaines d'études. La formation doctorale avec 5,5%, et la formation des enseignant.e.s avec 4,9%, continuent de représenter les plus petits départements.

Au moment de l'enquête, 55,7% des participant.e.s étudiaient dans leur université d'origine et 44,3% dans l'université partenaire.

i. Autour des études

82,9% des étudiant.e.s sont satisfait.e.s de leurs études, près de 18,8% indiquent être très satisfaits. Cela souligne la constante amélioration des conditions d'étude. Seuls 17,1% sont insatisfait.e.s de leurs études. Ce mécontentement provient en grande partie de problèmes connus qui seront exposés tout au long de ce rapport.

Une amélioration par rapport à l'année précédente peut être constatée, par exemple dans la cohérence du contenu des études. "Seulement" 28,8% des étudiant.e.s signalent une mauvaise coordination entre les universités partenaires, alors que 71,2% soulignent une bonne coordination. Cependant, il est alarmant que près de la moitié (44%)¹ des étudiant.e.s du département des sciences humaines et sociales déplore une mauvaise coordination des cours. Sur le même point, 27,1% des étudiant.e.s du département de commerce et d'économie déclarent que la cohérence est insuffisante. Il convient donc de poursuivre le travail de coopération et de transparence entre les universités partenaires afin de s'assurer que le contenu d'un programme de double diplôme ne se duplique pas en raison du changement d'université et qu'ils s'appuient mieux l'un sur l'autre.

L'attribution des notes dans le pays partenaire est transparente et compréhensible pour deux tiers des étudiant.e.s. Cette transparence est fondamentale pour que les étudiant.e.s puissent mener à bien leur cursus. Le système de notation doit être le plus transparent et accessible possible aux étudiant.e.s afin que ces dernier.e.s comprennent au mieux les attentes des professeur.e.s et des intervenant.e.s. Les étudiant.e.s en sciences humaines et sociales (39%), en droit (32,4%) et en formation des enseignant.e.s (31,3%) sont particulièrement insatisfaits à cet égard.²

En outre, il est essentiel pour les étudiant.e.s que les transcriptions soient traduites ou mises à disposition dans les deux langues et qu'à notre époque, une transcription en anglais soit également délivrée.

Nous avons également cherché à savoir à travers notre enquête si les étudiant.e.s étaient satisfait.e.s de l'importance accordée à la langue du pays partenaire. Bien que cela soit basé sur des perceptions très subjectives, selon 52,8% des étudiant.e.s, il y aurait encore une marge d'amélioration. Dans les différentes sections de l'UFA les opinions sont souvent mitigées, 50/50. Cependant dans la section Economie/Gestion, 64,3 % des étudiant.e.s préconisent de mettre davantage l'accent sur les langues étrangères. La majorité des étudiant.e.s regrettent que, surtout après la phase de mobilité, la langue du partenaire soit en arrière-plan de leur double cursus.

Souvent, des cours de langue sont inclus dans les programmes d'études. Cependant, les cours ne correspondent pas toujours aux attentes et aux besoins des étudiant.e.s. Pour certain.e.s étudiant.e.s, ces cours n'étaient donc pas nécessaires, il.elle.s s'ennuyaient et les considéraient comme une perte de temps; pour d'autres, ces offres n'étaient tout simplement pas suffisantes. Ainsi, 73,8% des étudiant.e.s considèrent que le plus nécessaire est un cours de langue avec une préparation spécifique à la matière ;

¹ Les pourcentages sont ici calculés sur la base du nombre total d'étudiants dans chaque département, et non sur le nombre total de réponses négatives.

² Voir 1.

43% un cours de langue avancé ; et beaucoup d'entre eux.elles souhaiteraient les deux. Cela s'applique aux deux langues et à tous les domaines. Seuls les étudiant.e.s en formation d'enseignant.e.s préfèrent un cours de langue avancé (68,8%) à un cours spécifique à une matière (37,5%).³ Les étudiant.e.s des pays tiers en particulier, dont la langue maternelle n'est souvent ni l'allemand ni le français, ont indiqué qu'il.elle.s avaient besoin de cours de langue plus intensifs.

Par ailleurs, les étudiant.e.s souhaitent mettre l'accent sur la grammaire, le style, la rédaction scientifique, mais surtout sur l'application à des sujets d'étude et la prise de parole en situation réelle. Pour certain.e.s étudiant.e.s, le succès de l'apprentissage serait également accru s'il n'y avait pas ou moins de pression de notation, si les groupes étaient divisés en fonction des besoins et si le cours de langue était volontaire. Un autre souhait est la possibilité de cours de langue dans d'autres langues étrangères et non la restriction à la seule langue du pays partenaire.

A la question, "Qu'est-ce qui a été le plus difficile pour vous pendant vos études dans l'établissement partenaire ?" Bien que cela paraît très subjectif, nous relevons les éléments récurrents suivants. Tout d'abord la difficulté de la langue au début de l'échange et la nécessité d'un temps d'adaptation. L'intégration est souvent mentionnée comme compliquée dans les établissements partenaires qui ne sont pas toujours au courant des spécificités impliquées par le double cursus. Les deux premiers points seront réglés avec le temps, mais l'intégration peut être promue par les universités membres par le biais d'événements appropriés et est donc fortement recommandée.

Dans la période actuelle, la COVID est évidemment largement mentionnée comme facteur de difficulté. Une partie du rapport est par ailleurs consacrée aux conséquences de la crise sanitaire sur le cursus des étudiant.e.s de l'Université franco-allemande.

Nous notons également qu'une réelle difficulté persiste depuis le rapport des précédentes années, celle des démarches administratives et de l'organisation pédagogique des différents cursus. Les étudiant.e.s semblent rencontrer de réels obstacles dans la menée à bien de leurs démarches et dans l'accès à toutes les facilités prévues par les établissements partenaires. C'est pourquoi nous demandons aux coordinateur.trice.s de programmes d'informer très tôt leurs étudiant.e.s sur les personnes à contacter, les délais importants, etc. afin qu'ils puissent s'orienter dans l'institution partenaire

Nous soulignons enfin un manque de préparation aux méthodologies du travail universitaire dans les pays partenaires (dissertation, *Hausarbeit*, mémoire...). Dans cette optique, il convient de mettre davantage l'accent sur l'information des étudiant.e.s sur les différences entre les systèmes d'enseignement supérieur et de les préparer

³ Voir 1.

explicitement aux différentes méthodes. Enfin, nous demandons aux universités membres et aux responsables de programmes de garder à l'esprit ces problèmes et de déterminer si des améliorations peuvent être apportées aux programmes respectifs à cet égard.

ii. Financement

Les étudiant.e.s interrogé.e.s financent leurs études comme toujours principalement par le soutien de la famille, les bourses d'études et un emploi à temps partiel. L'aide de mobilité de l'UFA joue un rôle très important pour 73% des étudiant.e.s et généralement un rôle important. Elle est suffisante pour la grande majorité.

Comme le montrent déjà des enquêtes précédentes, les frais de scolarité ne sont pas réglementés de manière uniforme. Tandis que 66,1% des étudiant.e.s ne payent que les frais de leur université d'origine, 33,9% sont concerné.e.s par des doubles cotisations.

Cette double charge est déraisonnable et doit être corrigée immédiatement par les universités concernées. Les coûts qui en découlent peuvent (et ne doivent pas) être couverts par les étudiant.e.s grâce à l'aide à la mobilité de l'UFA. L'UFA devrait suivre cela de plus près.

Les effets secondaires de la pandémie quant à la question financière, seront abordés ultérieurement.

iii. Communication

Les universitaires regrettent le manque de communication entre l'UFA et ses étudiant.e.s ou encore entre les responsables de cursus et les étudiant.e.s. Plus d'un quart des étudiant.e.s interrogé.e.s estiment ainsi ne pas avoir de soutien de l'UFA et des responsables de cursus. Certain.e.s disent ne pas avoir été averti.e.s des mises à jour des réformes et des changements d'organisation concernant les concours. Mais à l'inverse, cela signifie aussi que les trois quarts sont satisfait.e.s du soutien qu'ils reçoivent de l'UFA et surtout de leurs responsables de programme. En cette période particulière, cela témoigne d'un lien étroit et donne aux étudiant.e.s la sécurité dont ils ont besoin.

Le site internet officiel de l'UFA est très complet et fournit beaucoup d'informations. Il permet à beaucoup de jeunes convaincus par l'amitié franco-allemande de trouver enfin leur voie. Pourtant 28,2% des interrogé.e.s expliquent avoir eu du mal à trouver les informations sur la page internet et désirent plus de clarté. Certains étudiant.e.s ne pourraient pas disposer de la totalité des avantages offerts par l'UFA comme par exemple de l'opportunité de participer de façon gratuite à des cours de langue en ligne. Environ 60% méconnaissent ainsi plein d'offres très avantageuses que propose l'UFA à l'exemple des formations à la candidature. C'est pourquoi elles ne peuvent

malheureusement pas être utilisées par la majorité des étudiant.e.s. Par conséquent, il faudrait faire plus de publicité pour cela et le rendre plus visible sur le site web.

D'autres souhaits ont été émis par les étudiant.e.s, comme celui de proposer davantage de cursus avec des cours du soir pour offrir la possibilité, aux adultes notamment, d'intégrer une formation franco-allemande. De plus, ils.elles aimeraient que l'UFA organise des conférences, des rencontres sportives afin que les étudiant.e.s UFA provenant de domaines différents puissent faire connaissance. Pour finir, ils.elles aimeraient également que l'UFA reposte sur ses réseaux sociaux davantage le compte d'alumnis, de représentant.e.s, de propositions de stages ou de jobs.

En préparation de l'année de mobilité, les étudiant.e.s aimeraient obtenir une aide pour la recherche d'un logement. Ainsi ils.elles aimeraient que l'UFA puisse les mettre en contact (via les responsables de cursus par exemple) avec des propriétaires ou obtenir une place de façon sûre au sein d'une résidence étudiante.

A la fin de leurs études, les étudiant.e.s souhaiteraient être accompagné.e.s dans leur recherche de travail. Ainsi ils.elles aimeraient notamment que l'UFA organise des séminaires sur les possibilités de métiers dans le cadre franco-allemand, sur l'état du marché franco-allemand mais également que l'UFA établisse un contact entre employeurs et diplômé.e.s.

Certain.e.s étudiant.e.s aimeraient que l'UFA propose des réunions de présentation à chaque début d'année universitaire afin d'obtenir des informations supplémentaires concernant l'UFA, leur discipline, leurs universités, les différences entre l'Allemagne et la France...

Les suggestions des étudiant.e.s montrent clairement les domaines dans lesquels il.elle.s peuvent être soutenu.e.s et donc les sujets qui devraient donc être inclus dans la discussion. Les responsables de cursus peuvent également les considérer comme des propositions d'amélioration et doivent donc les examiner en tant que telles.

II. Implications de la pandémie de COVID-19

i. Influences de la pandémie sur les études

Les étudiant.e.s estiment généralement que l'influence de la crise sanitaire sur l'enseignement est importante et irréfutable. 67,3% ont déclaré que la qualité de l'enseignement a été fortement affaiblie, dont presque 20% même très affaiblie. Malgré les circonstances, la majorité des cours en ligne sont bien conçus et ont été jugés positivement par 70,9%. Cependant, 64,1% des interrogé.e.s ont déclaré que la charge d'apprentissage a augmenté par rapport aux études ordinaires et n'a donc pas été adaptée aux nouveaux besoins.

En outre, la pandémie a provoqué de nombreuses angoisses, principalement liées au aux études. Environ 59,2% des étudiant.e.s sont préoccupé.e.s par l'augmentation de la charge et du volume de travail mentionnée ci-dessus. 39,5% sont préoccupé.e.s par la condensation des cours. Beaucoup moins d'interrogé.e.s (21,7 %) s'inquiètent de l'augmentation de la durée totale des études, ce qui peut être lié à l'augmentation globale de la durée standard des études.

Certain.e.s ont des problèmes de santé et critiquent l'obligation de se présenter en personne malgré une pandémie mondiale et des mesures drastiques. D'autres critiques portent sur les formats d'examen divergents, le manque de perspectives après l'obtention du diplôme, la mauvaise communication et le sentiment d'être laissé dans l'ignorance. L'accès limité aux ouvrages, aux bibliothèques ainsi qu'aux autres lieux d'apprentissage a également été souvent mentionné.

Un petit groupe, mais non négligeable, de participant.e.s (8,4 %) a déclaré n'avoir aucune possibilité d'étudier à domicile. Les exigences comprennent ici un appareil compatible avec Internet (comme une tablette ou un ordinateur), une connexion Internet stable et un endroit calme pour étudier. Il ne va pas de soi d'avoir un poste de travail individuel ou un PC que l'on n'a pas à partager - surtout si d'autres membres de la famille sont concernés par le télétravail.

Il est d'autant plus désolant que la moitié de ce groupe déclare que les universités ne tiennent aucun compte de ces circonstances. Nous voulons donc demander aux responsables de programme de se sensibiliser et de sensibiliser leurs collègues à cet état de fait. Il est important d'en tenir compte lors de la conception des examens et également lorsque l'assiduité et la participation sont notées. Prenez contact avec les étudiant.e.s et essayez, dans la mesure du possible, d'indiquer des solutions possibles et de créer des espaces d'apprentissage individuels.

D'autres aspects, tels que la baisse de motivation, la solitude ainsi que le manque de possibilités d'échange, sont examinés plus en détail dans la section consacrée à la santé mentale.

ii. L'inquiétude du financement

Les craintes liées au financement ont dominé les réponses. De nombreux.ses étudiant.e.s ont perdu leur emploi à temps partiel et, face à la situation tendue de l'emploi, se retrouvent sans le revenu nécessaire. 79,6% financent leurs études principalement grâce à l'aide de leur famille. Cependant, de nombreux parents sont également touchés par la précarité de la situation économique et ne sont peut-être plus en mesure de soutenir leurs enfants dans la même mesure. À cela s'ajoutent des dépenses supplémentaires, pour la plupart non planifiées. Il s'agit, par exemple, du coût des livres et du matériel pédagogique, ainsi que de l'achat d'un autre écran (ou d'un écran plus grand) pour faciliter l'enseignement. Assurer une connexion à l'internet, par exemple en utilisant suffisamment de données mobiles, représente également une dépense supplémentaire importante. Nous profitons donc de l'occasion pour lancer un appel aux universités membres afin qu'elles élargissent l'éventail des ressources virtuelles proposées par les bibliothèques et qu'elles trouvent des solutions individuelles pour que tou.te.s les étudiant.e.s, quels que soient leurs moyens financiers, bénéficient de bonnes conditions d'autoformation.

Dans le même temps, de nouveaux modèles de travail se sont développés avec la pandémie, de sorte que l'emploi dans le pays partenaire et la phase de mobilité ne doivent pas nécessairement impliquer un déménagement. 61,2 % des personnes interrogées déclarent ne pas avoir à se déplacer et faire moins de trajets. En outre, 30,1% déclarent avoir réalisé des économies, qui peuvent être liées au point précédent ainsi qu'à des économies sur le loyer. Ainsi, pour de nombreux.ses étudiant.e.s, cette période a également ouvert de nouvelles perspectives et opportunités qui ne manqueront pas d'être mises à profit.

iii. Santé mentale et situation psychologique

Les étudiant.e.s UFA se retrouvent souvent doublement chargé.e.s de travail en raison de leur cursus binational, et l'an passé la pandémie est apparue comme un facteur supplémentaire de stress. Le risque « d'effondrement » psychologique et de déprime s'est alors aggravé. Il est d'autant plus choquant que trois quarts des étudiant.e.s ont déclaré souffrir mentalement fortement ou très fortement des effets de la pandémie. Parallèlement, la moitié des étudiant.e.s concernée ne se trouvait pas en mesure de dire si un service d'aide psychologique existait dans leur université, ce qui s'avère réellement problématique et lourd de conséquences.

Les aides proposées par les universités devraient être mises en avant avec l'aide des responsables et coordinateur.trice.s de programme mais également adaptées à la pandémie, à savoir consultables et utilisables en ligne ou plus généralement à distance afin de pouvoir être à la portée de tou.te.s. Il serait également indispensable que les universités prennent en compte activement les groupes vulnérables comme les étudiant.e.s UFA et proposent des solutions adaptées – le cas échéant recherchent activement un moyen de renforcer l'état psychologique des étudiant.e.s.

Il a également été demandé aux étudiant.e.s de décrire leurs appréhensions dans le cadre des études en période de pandémie. Les plus grandes difficultés résident dans la gestion de l'emploi du temps, la motivation au fil des semestres à distance et le manque de perspectives professionnelles (stages annulés, forums décalés, emplois limités...). La peur de ne pas retrouver une vie étudiante « comme avant » est présente.

Il est toutefois rassurant de constater que la majorité des étudiant.e.s affirme disposer d'assez de possibilités d'échange, de soutien et de communication avec leurs camarades.

Un renforcement des initiatives universitaires encourageant l'échange entre étudiant.e.s pourrait être envisagé, qu'il prenne la forme de groupes de travail afin de favoriser l'entraide ou simplement de sessions permettant à chacun de s'exprimer librement ou de prévenir une rupture de liens sociaux.

iv. Aspects positifs

Si la pandémie nous place devant de nombreux défis, elle nous oblige également à sortir des vieux schémas, à devenir plus dynamiques et à développer de nouveaux modèles d'enseignement et de collaboration. Ainsi, la flexibilité des enseignements (56,3%), l'enregistrement des cours (41,4%) ainsi que la gestion du temps libre (44,3%) sont particulièrement appréciés par les étudiant.e.s. En outre, seuls 31,1% sont favorables aux examens et à l'enseignement en ligne, 29,1% au travail numérique. Six mois après la dernière enquête en septembre 2020, nous sommes heureux.ses de constater que les étudiant.e.s s'adaptent mieux à la situation de la COVID-19 grâce aux efforts de leurs universités respectives et de l'UFA. 66,8% s'adaptent maintenant bien à la nouvelle situation d'apprentissage.

Dans l'ensemble, presque tou.te.s les étudiant.e.s souhaitent que davantage de matériel soit mis à disposition en ligne et que l'enregistrement des cours et des séminaires soit maintenu après la crise. Un niveau de concentration élevé et permanent n'est guère possible avec autant de temps passé devant l'écran, et le succès de l'apprentissage peut donc être durablement accru par la possibilité de réécouter ultérieurement. D'autres offres numériques, telles que les heures de bureau des

professeur.e.s, les réunions, les conférences des diplômé.e.s, etc. sont considérées comme bonnes pratiques dans le format en ligne. Cette option devrait également être conservée, car elle permet aux étudiant.e.s de participer à de nombreux événements et discussions supplémentaires, même s'ils.elles ne sont pas physiquement sur place. En conclusion, on peut dire que le corps étudiant espère qu'il y aura plus de travail numérique dans les universités à l'avenir. Cependant, certain.e.s étudiant.e.s mettent également en garde contre un enseignement totalement virtuel. Les aspects négatifs comprennent non seulement le manque d'échange, mais aussi la perception qu'il est plus difficile à suivre, plus susceptible d'entraîner des abandons, et qu'il incite les étudiant.e.s à ne pas considérer leurs études comme un travail à plein temps.

Les modèles hybrides semblent donc être la voie à suivre. La diffusion en ligne simultanée des cours en face à face pour permettre de participer même en cas de maladie et de restrictions de voyage, ainsi que par pur intérêt. Par conséquent, la combinaison d'unités d'auto-apprentissage et de conférences en ligne avec certains cours en face à face est également une solution souhaitable. Ainsi, les étudiant.e.s continuent à bénéficier des avantages décrits précédemment, mais ne manquent pas les contacts et les échanges nécessaires avec les autres étudiant.e.s et les professeur.e.s.

Enfin, un dernier point mérite d'être souligné : 76,7% des étudiant.e.s déclarent qu'ils.elles choisiraient à nouveau leurs études binationales même s'ils.elles connaissaient à l'avance les effets et les restrictions d'une telle pandémie.

III. Groupes disciplinaires

i. Sciences humaines et sociales

Comme lors des années précédentes, la grande majorité des étudiant.e.s du groupe disciplinaire a exprimé sa satisfaction avec leurs études et voit des avantages sur le marché du travail ; la préparation professionnelle en vue des stages et du métier est suffisante pour 55,7% des interrogé.e.s.

L'administration générale en rapport avec la conversion de crédits, l'obligation de crédits supplémentaires, la transparence de l'évaluation et la délivrance des diplômes s'avère positive, même si des différences entre les filières sont observables.

Les étudiant.e.s identifient des domaines où il est urgent d'agir : 47,8% se réfèrent à la préparation méthodologique au pays partenaire, 44% à un meilleur accord des contenus de l'université origine avec l'université partenaire et 51,8% à une valorisation augmentée de la langue partenaire. Plus de cours de langue, surtout de type technique, mais aussi des cours avancés, sont souhaités.

Les étudiant.e.s du groupe disciplinaire font face à d'autres difficultés dans les directives du choix de master : 59,1% les jugent moyennes, voire difficiles. La communication et le choix des cours y représentent des raisons abordées.

ii. Sciences économiques / Gestion

Sur une note positive, 83% des étudiant.e.s considèrent que le contenu pratique des cursus est suffisant. Parmi les 17% qui la trouvent insuffisante, la majorité souhaiterait voir (plus) de mises en situation réelles et (plus) de conférences sur le thème de l'économie. Nous pouvons relever d'autres souhaits : la possibilité généralisée de faire un stage pendant le cursus, plus d'étude de cas pratiques, des visites d'entreprises et des projets étudiants concrets. Nous notons que la thématique du stage est récurrente dans les souhaits formulés par les étudiant.e.s qui ont répondu au formulaire.

Relevons finalement que 83% des étudiant.e.s sont satisfait.e.s de l'offre de cours traitant de sujets internationaux, 16% d'entre eux.elles sont très satisfait.e.s.

Dans l'ensemble, la majorité des étudiant.e.s du département Economie Gestion se dit suffisamment préparée aux exigences méthodologiques du pays partenaire. Toutefois, une meilleure préparation est encore nécessaire car la minorité (40%) n'est pas négligeable.

Afin d'informer de manière plus précise les étudiant.e.s, l'UFA pourrait proposer l'organisation d'ateliers sous forme de webinaires afin de présenter la méthodologie

attendue dans les pays partenaires et d'en souligner les différences. Ici, les universités membres peuvent également jouer un rôle important en mettant en réseau les nouveaux.elles étudiant.e.s avec les étudiant.e.s des années supérieures ayant déjà accompli leur phase de mobilité. Ainsi dans le cadre d'un événement animé par l'Université franco-allemande, les ancien.ne.s étudiant.e.s pourraient transmettre leurs expériences directement à la nouvelle génération ou encore aux professeur.e.s, qui pourraient ainsi intégrer d'autres méthodes dans leur cours.

Il est cependant alarmant de constater que 60% des étudiant.e.s ne se sentent pas bien informé.e.s de la situation économique du pays partenaire. D'autant plus inquiétant qu'il faut savoir que tou.te.s les étudiant.e.s ou presque souhaitent continuer à avoir un lien fort avec le pays partenaire durant leur carrière. Il est urgent que les universités et les établissements d'enseignement supérieur procèdent à une clarification sur ces sujets. Là encore, la diffusion de l'information est de grande importance. Nous proposons ainsi de créer un podcast, co-organisé par l'UFA et les représentant.e.s de l'UFA. Ce podcast traiterait de thématiques liées à l'actualité dans les deux pays partenaires, entre analyse et échanges avec des invité.e.s professionnel.le.s. Ce projet permettrait également à l'UFA une meilleure visibilité vis-à-vis de ses étudiant.e.s. Les offres déjà existantes de l'UFA telles que les réunions de réseau, le "Dialogue avec les entreprises" et les "Business Dinner" sont d'excellentes opportunités mais elles ne sont pas très connues des étudiant.e.s. Il faudrait ainsi améliorer la diffusion de l'information auprès de ces dernier.ère.s. Il convient ici d'envisager des événements virtuels, qui pourraient constituer une alternative très intéressante tant pour les étudiant.e.s que pour les organisateur.trice.s et les intervenant.e.s, notamment dans la prise en compte du contexte sanitaire.

Nous devons relever les difficultés persistantes des étudiant.e.s à trouver des emplois et des stages et à avoir accès aux offres. La moitié des étudiant.e.s a déclaré ne pas avoir reçu d'aides de leur université d'origine ou partenaire pour entrer en contact avec des entreprises montrant un intérêt particulier pour des profils ayant un double diplôme franco-allemand. Il est encore nécessaire d'agir dans ce domaine, puisque 95 % des étudiant.e.s déclarent qu'il.elle.s pourraient être aidé.e.s par une mise en contact directe.

Le problème fondamental est le manque d'information concernant les structures intéressées par des profils franco-allemands. Par conséquent, il est nécessaire de disposer d'une base de données d'informations sur les entreprises en question, ainsi que des portails d'emploi contenant des annonces spécifiques.

Une autre possibilité serait d'organiser des événements d'information sous la forme de salons de l'emploi ou d'inviter des représentant.e.s pour discuter des différents secteurs et des possibilités de carrière. Cela pourrait également inclure la mise en relation de

conférences avec des intervenant.e.s professionnel.le.s. Ces options ont déjà donné de bons résultats avec d'autres étudiant.e.s.

Notons également, qu'il existe encore de sérieuses différences entre les universités membres, concernant le soutien accordé aux étudiant.e.s sur ce sujet. Alors que certaines universités proposent leurs propres bourses/plateformes d'emploi avec des offres spécifiques, des partenaires universitaires exclusifs ou même des modules intégrés au cursus pour l'orientation professionnelle, le dispositif de soutien dans d'autres établissements est beaucoup moins prononcé. Nous suggérons à tous les établissements que des offres de stage ou d'emplois pour des profils franco-allemands soient transmises par courrier mail. Une newsletter en quelque sorte où nous pourrions également intégrer des actualités sur les forums, les programmes, de plates-formes et autres, qui permettent d'entrer en contact avec les entreprises concernées.

De plus, certain.e.s étudiant.e.s ont bénéficié d'un échange entre camarades de classe et ancien.ne.s étudiant.e.s, qui les ont aidés à établir des contacts avec les entreprises où il.elle.s ont travaillé ou effectué un stage par le biais de programmes de mentorat ou d'e-mails. De nombreux cursus disposent déjà de bases de données correspondantes dans le cadre de leurs associations de diplômé.e.s, dans lesquelles sont répertoriés les postes de stage ainsi que les contacts des ancien.ne.s étudiant.e.s. Les étudiant.e.s peuvent donc s'adresser à ces associations, au mieux en guise de première aide, afin de trouver des suggestions de stage adaptées à leur programme de diplôme.

Dans ce domaine, en tant que représentant.e.s des étudiant.e.s, nous souhaitons intervenir et soutenir les universités membres. Nous pourrions imaginer la création d'une base de données centrale en guise d'orientation où sont collectés les stages, les possibilités d'entrée dans la carrière ainsi que les expériences des ancien.ne.s élèves. De cette façon, tou.te.s les étudiant.e.s de l'UFA pourraient en bénéficier.

iii. Droit

La grande majorité des étudiant.e.s en droit trouve que suffisamment de documents sont mis à leur disposition afin d'assimiler le contenu de leurs cours.

Il demeure cependant une minorité estimant le contenu mis à disposition trop faible: pour pallier cette difficulté, nous conseillons de mieux fournir les bibliothèques universitaires, d'élargir le contenu disponible en ligne ainsi que de renforcer l'échange de supports entre les étudiant.e.s plus avancé.e.s dans leurs études.

Dans le domaine de la communication, il est très satisfaisant de constater que la majorité des étudiant.e.s se sentent bien informé.e.s sur leur cursus et le déroulement de ce dernier.

Cependant, 23% des étudiant.e.s interrogé.e.s notifient un manque ou l'absence totale d'informations. Cela peut évidemment venir de leur propre désintérêt vis-à-vis de leurs études, cette possibilité s'avère toutefois peu probable au vu du profil et de l'implication requise dans le cadre d'un cursus à l'UFA.

Nous souhaitons dans ce sens inciter les établissements partenaires au partage sur leur propre site d'informations et de vues d'ensemble concernant les cursus qu'ils proposent, notamment sur les cours à préparer dans le cadre de leur cursus bi-national.

Concernant les notes attribuées, la majorité des étudiant.e.s a une image positive des tableaux de conversion, ce qui démontre leur adéquation avec les deux systèmes. D'après les réponses obtenues, force est de constater qu'elles sont plus acceptées que particulièrement appréciées.

Les cursus juridiques franco-allemands conduisent à diverses orientations, telles que l'examen d'état, la licence ou le master. De ce fait, il nous semble primordial de nous intéresser aux poursuites d'études privilégiées par les étudiant.e.s de l'Université Franco-Allemande. La réponse de ces dernier.ère.s montre étonnement que plus de 61% d'entre eux.elles se dirigent suite à leur cursus intégré franco-allemand au passage de l'examen d'État.

De plus, 86,6 % d'entre eux.elles trouvent la reconnaissance du double-diplôme attribuée suite à un cursus franco-allemand suffisante et équilibrée.

La majorité (59,7%) des étudiant.e.s en droit interrogé.e.s se sent en décalage avec leurs camarades étudiant.e.s dans un cursus "classique" non bi-national. Cela est alarmant. En tant que représentant.e.s des étudiant.e.s, nous continuerons à suivre cette question pour savoir exactement ce que les personnes concernées aimeraient voir amélioré. Toutefois, les universités devraient également se rapprocher de leurs étudiant.e.s et examiner la possibilité de proposer des cours pendant les week-end et durant l'été.

Les enseignements juridiques prodigués par les universités partenaires sont dans la majorité des cas estimés "suffisants" par les étudiant.e.s UFA interrogé.e.s. Cela démontre le peu de lacunes liées à un enseignement bi-national et se montre être un facteur rassurant quant aux poursuites d'études post-licence ou post-master dans un des deux pays.

Les enseignements sont par ailleurs vus dans une grande partie des cas comme "complémentaires" avec peu d'enseignements perçus comme "doublons", ce qui démontre l'intérêt d'un cursus auprès de l'Université Franco-Allemande.

iv. Mathématiques, Informatique, Sciences de l'ingénieur, Sciences et Architecture

Pour 84% des étudiant.e.s, un stage obligatoire est inclus dans le programme d'études. 70% estiment que le contenu pratique, par exemple sous forme de laboratoires, de stages, d'études de cas, etc. est suffisant. 16% des étudiant.e.s ayant répondu à notre sondage estiment que l'offre de cours traitant de sujets internationaux n'est pas suffisante. En outre, 40% ne se sentent pas suffisamment préparé.e.s aux exigences méthodologiques du pays partenaire. Par conséquent, des améliorations sont encore possibles dans ces domaines.

Indépendamment du lieu de résidence, seuls 37% des personnes interrogées ont bénéficié du soutien des universités pour entrer en contact avec des employeurs potentiels dans l'environnement professionnel franco-allemand. C'est surtout maintenant que les étudiant.e.s souhaitent une plus grande assistance dans ce sens. Dans certaines universités, cela a déjà été mis en œuvre sous la forme d'échanges de stages, de foires en ligne avec des employeurs, des associations et d'autres événements d'information. D'autres universités membres devraient être en mesure de s'inspirer de ces idées.

v. Formation des enseignant.e.s

Selon 93,8% des enseignant.e.s en devenir, les stages obligatoires à réaliser dans les deux pays sont cruciaux et doivent rester au cœur de la formation et 87,5 % ont d'ailleurs été ravis de cette expérience. Les étudiant.e.s français.e.s soulignent les bienfaits que leurs ont apportés les cours de didactique lors de leur année de mobilité en Allemagne, où les cours y seraient dans ce domaine bien plus complets que dans leur université d'origine.

Les étudiant.e.s accordent une importance particulière à l'interculturalité et apprécient notamment travailler en tandem. L'année de mobilité permet non seulement un bain linguistique et culturel mais également d'aborder une thématique sous un angle différent. Cette dernière n'étant réalisable uniquement grâce à la bourse de mobilité fournie par l'UFA.

26,7 % des interrogé.e.s considèrent nécessaire d'établir une nouvelle répartition des unités d'enseignement. En effet, environ un tiers d'entre eux.elles juge qu'il existe un déséquilibre entre les différentes matières. Nous souhaitons sensibiliser les responsables de cursus à ce propos et proposons que la voix des étudiant.e.s soit davantage pris en compte quant à l'organisation des cursus par exemple à l'aide d'un sondage auprès des étudiant.e.s.

Ce qui semble satisfaire le plus les étudiant.e.s dans le cadre de leurs études, c'est le double diplôme donnant la possibilité de travailler en France comme en Allemagne. Un.e étudiant.e de ce domaine de formation bénéficie de cet avantage qui lui permet à la fois d'élargir ses horizons et d'améliorer ses connaissances culturelles et civilisationnelles. La possibilité de découvrir les deux systèmes éducatifs est un réel atout pour les futur.e.s enseignant.e.s, qui pourront bientôt faire profiter d'un enseignement riche et diversifié à leurs élèves.

vi. Formation doctorale

18 doctorant.e.s ont participé au questionnaire. Contrairement aux années précédentes, une légère augmentation du taux de participation est à souligner. La plupart des participant.e.s sont inscrit.e.s dans une cotutelle de thèse individuelle, 6 doctorant.e.s sont rattaché.e.s aux programmes de l'UFA (Collèges doctoraux franco-allemands et des cursus PhD-Track). Les disciplines des participant.e.s étant très variées, nous pouvons déduire des conclusions du questionnaire prenant en compte la pandémie et qui concernent la totalité des doctorant.e.s, toutes disciplines confondues.

Tout d'abord, il est important de souligner que 88,9 % des participant.e.s estiment que le doctorat binational leur permettra d'avoir de meilleures opportunités professionnelles. Les doubles diplômes, la formation interculturelle et interdisciplinaire ainsi que le soutien financier par l'UFA représentent pour beaucoup un grand atout. De plus, l'intégration dans plusieurs laboratoires de recherche allemands et français est beaucoup appréciée. Certain.e.s doctorant.e.s se qualifient ainsi pour plusieurs types de postes sur le marché de travail international.

Nous pouvons constater des tendances similaires aux années précédentes quant aux informations mises à disposition par l'UFA. Un taux non négligeable de participant.e.s (27,8%) n'est pas satisfait de celles-ci. 50% des participant.e.s sont satisfait.e.s, 22,2% même très satisfait.e.s. 38,9% des interviewé.e.s estiment que les informations mises à disposition sur les manifestations scientifiques (journées d'études, colloques, séminaires...) sont insuffisantes, d'autres en sont satisfait.e.s (38,9%), voire très satisfait.e.s (22,2%). Quant à la question sur le soutien dans les démarches administratives, le retour positif a nettement augmenté. Cette année, 88,9% des interviewé.e.s se sont exprimé.e.s de façon positive, voire très positive.

Les chiffres ci-dessus montrent que les doctorant.e.s souhaitent entrer davantage en communication avec l'UFA. L'absence d'échange due au manque d'une structure de réseau pour les doctorant.e.s a également été critiquée. Si les ressources le permettent, les représentant.e.s des doctorant.e.s souhaiteraient être davantage informé.e.s sur de nouvelles prises de décision et développements au sein de la formation doctorale. De plus, des informations concernant des appels à

communications et des manifestations scientifiques pourraient être regroupées et relayées par une newsletter propre à la formation doctorale.

Les résultats du questionnaire sur la pandémie laissent un goût amer. 88,9% des participant.e.s confirment que la pandémie a un impact négatif sur leurs travaux de recherche. La charge psychologique renforcée par l'isolement, par l'absence d'un lieu de travail adéquat, par l'augmentation de difficultés administratives, est un sujet récurrent. L'accès aux bibliothèques et aux archives est restreint, voire impossible. Des séjours de recherche ont dû être annulés. Certain.e.s doctorant.e.s ont été contraint.e.s de renoncer à leurs petits boulots et ont désormais des difficultés à se maintenir financièrement. L'impact de la pandémie sur les travaux de recherche des doctorant.e.s ne peut pas encore être mesuré dans toute son ampleur à l'heure actuelle. Il se dessine pourtant déjà un grand retard dans l'avancement de leurs thèses. Pour ces raisons, nous demandons aux responsables de l'UFA de bien vouloir être indulgent.e.s à l'égard d'éventuelles prolongations et de garantir le soutien financier au-delà des délais initialement prévus.

vii. Étudiant.e.s originaires de pays tiers

Environ 10,7% des 6400 étudiant.e.s de l'UFA sont originaires d'un pays tiers. Dans ce rapport, nous utilisons le terme de pays tiers pour désigner tous les pays autres que la France et l'Allemagne. Plus de la moitié des interrogé.e.s suivent un programme d'études dans le département de mathématiques, d'informatique, d'architecture, d'ingénierie et de sciences naturelles de l'UFA. Des étudiants du Brésil, du Cameroun, de Chine, de Côte d'Ivoire, d'Espagne, de Lettonie, du Luxembourg, du Liban, de Tunisie, du Portugal et de Russie ont participé à l'enquête.

De manière positive, 64,7% d'entre eux.elles estiment que l'UFA prend suffisamment en compte la spécificité de leur statut. Cependant, cela laisse une proportion non négligeable d'étudiant.e.s qui estiment que leurs problèmes particuliers ne sont pas suffisamment pris en compte.

Au centre des difficultés pour 41,2% de ces étudiant.e.s originaires de pays tiers se trouve la recherche d'un stage, pour laquelle ils demandent, comme les autres étudiant.e.s de l'UFA, un soutien et des conseils durant leurs efforts.

En outre, pour 29,4% des interrogé.e.s (soit les non-européen.ne.s parmi eux), les tâches administratives représentent un effort important. Ces étudiant.e.s ne sont pas confronté.e.s à la seule intégration et installation sur un (autre) continent, mais doivent en même temps demander des visas et prolonger les permis de séjour pour étudier dans le pays partenaire. La difficulté ici réside dans la barrière linguistique et dans le manque en soutien approprié de la part des universités. Il serait donc souhaitable

d'établir un lien entre les programmes d'études de l'UFA et les services consulaires. Dans le cadre des études, la facilitation de la demande de visa pourrait également être envisagée. Ces étudiant.e.s préféreraient également bénéficier d'une aide pour trouver un logement.

En outre, 17,6 % des participant.e.s considèrent que le financement général et la recherche et/ou le besoin d'un emploi étudiant (29,4 %) sont des domaines problématiques. En s'installant dans le pays partenaire, de nombreux et nombreuses étudiant.e.s sont contraint.e.s de quitter leur ancien emploi et d'en chercher un nouveau, ce qui s'avère difficile. L'allocation de mobilité étant souvent versée trop tard, l'UFA devrait veiller à ce que les étudiant.e.s la reçoivent en temps utile ou à un stade précoce. Parfois, les étudiant.e.s originaires de pays non membres de l'UE n'ont pas la possibilité d'obtenir une bourse, entre autres, ou bien la situation est plus difficile parce que des exigences particulières doivent être satisfaites et que la demande représente un effort supplémentaire. Pour cette raison, on pourrait peut-être envisager d'augmenter l'aide à la mobilité pour ces étudiant.e.s ou de mettre en place d'autres moyens de soutien.

Les problèmes susmentionnés représentent un facteur de stress supplémentaire pour les études, c'est pourquoi les étudiant.e.s veulent être encouragé.e.s et soutenu.e.s pour entamer et poursuivre un programme de double diplôme.

Malgré les conditions encore difficiles pour les étudiant.e.s des pays tiers, 88,2% des interrogé.e.s recommanderaient leurs études à d'autres étudiant.e.s de pays tiers. À ce stade, il convient d'exprimer le souhait explicite que l'UFA soit également présentée dans les écoles secondaires des pays tiers. Il serait également possible et envisageable de créer une page ou un groupe Facebook commun et officiel afin de faciliter et d'améliorer la communication. Il est dans l'intérêt de l'UFA et de ses universités membres d'accueillir davantage d'étudiant.e.s d'autres pays, c'est donc à nous de nous en donner les moyens.

IV. Perspectives d'avenir

Environ 85,7 % des étudiant.e.s s'attendent à tirer des avantages de leur diplôme sur le marché du travail. Seulement 14,3% des étudiant.e.s, en particulier ceux en sciences humaines et sociales, ne voient ni avantages ni inconvénients à leur diplôme binational. Sans surprise, mais sur une note positive, aucun participant à l'enquête n'a associé un diplôme de l'UFA à des conséquences négatives pour son avenir.

Comme les années précédentes, nous avons voulu savoir dans quelle mesure les étudiant.e.s souhaitent faire carrière et vivre dans le pays partenaire. Seuls 37,1% des participant.e.s ont déclaré vouloir travailler dans le pays partenaire. Ainsi, par rapport à l'année précédente - où près de la moitié souhaitait travailler dans le pays partenaire - ce nombre a diminué. Une fois encore, la pandémie a eu un impact majeur sur ce point, ce qui a suscité de nombreuses questions et des défis supplémentaires. La recherche d'un emploi est marquée par l'incertitude. Par exemple, il est devenu difficile de traverser la frontière sans inquiétude, et il n'est plus possible de candidater pour un emploi directement sur place. Cela réduit également la motivation à travailler au-delà des frontières à l'avenir. Seul.e.s quelques-un.e.s ne veulent plus rien avoir à faire avec le pays partenaire et certain.e.s étudiant.e.s sont incertain.e.s à ce sujet ou fondent leur décision sur les opportunités qui se présenteront à l'avenir. Mais il reste une lueur d'espoir. Plus de 80 % des étudiant.e.s souhaitent toujours avoir une forte connexion internationale dans leur carrière.

Cependant, un point critique est soulevé de toutes parts.

De nombreux.ses étudiant.e.s ne savent pas où postuler, quelles entreprises recherchent explicitement des employé.e.s ayant un profil franco-allemand et où les compétences particulières acquises au cours de leurs études sont nécessaires. Nous suggérons donc que l'UFA informe mieux les étudiant.e.s sur les initiatives déjà en place comme le forum franco-allemand et propose de nouvelles initiatives. L'objectif est de mettre en contact des entreprises, des économistes, politiciens, des ONG avec les étudiant.e.s afin qu'ils puissent se projeter dans des choix de carrières professionnelles et élargir leur réseau. En tant que représentant.e.s des étudiant.e.s, nous serions heureux.ses de soutenir des initiatives qui vont en ce sens.

Enfin, de plus en plus de personnes interrogées expriment le désir de poursuivre un master ou un doctorat binational. Ils.elles espèrent que cela conduira à des diplômes doublement reconnus grâce à l'exigence et l'excellence d'un apprentissage bilingue. Ils.elles se dirigent ainsi vers de meilleurs diplômes, l'apprentissage en petits groupes y étant privilégié et la qualité de l'enseignement assurée. Travailler constamment avec une langue étrangère est également perçu positivement dans ce contexte.

V. Représentant.e.s des étudiant.e.s

Les représentant.e.s des étudiant.e.s jouent un rôle intermédiaire entre l'UFA et ses étudiant.e.s. Nous souhaitons non seulement communiquer les problèmes existants, mais surtout travailler, en collaboration avec l'UFA et les universités membres, afin d'en trouver des solutions!

Nous nous tenons toujours à disposition en notre qualité d'interlocuteur.trice.s. C'est avec plaisir que nous nous entretenons, même en dehors des réunions, avec les étudiant.e.s afin d'échanger, de réaliser des projets communs, de les informer ou encore de les conseiller.

Les délégué.e.s de cursus sont également des interlocuteur.trice.s et des personnes de confiance pour les étudiant.e.s. Ils servent de médiateur.trice.s en cas de problèmes avec les responsables de formation ou les professeur.e.s, mais servent aussi à tenir ces dernier.ère.s informé.e.s en cas de difficultés des étudiant.e.s. Par conséquent, il n'est pas acceptable que seulement 52,9% des personnes interrogées aient élu des délégué.e.s de cursus. Nous demandons dorénavant à ce que les responsables de programme veillent à ce que les élections soient menées conformément au règlement afin que tous les étudiant.e.s soient correctement représenté.e.s. En outre, les résultats doivent être communiqués aux représentant.e.s des étudiant.e.s. De cette manière peut se créer un réseau dynamique et durable entre représentant.e.s des étudiant.e.s, délégué.e.s de cursus et étudiant.e.s, témoin d'un échange régulier et de transparence. Cela permet d'une part que les difficultés rencontrées au sein d'un cursus, soient directement connues de leur responsable de formation et d'une autre part que les décisions importantes prises « en haut » ne passent plus inaperçues.

En outre, environ 60% des interrogé.e.s ont déclaré ne pas avoir été informé.e.s par leurs responsables de programme des élections des représentant.e.s des étudiant.e.s. Ceci n'est pas acceptable. Les deux élections s'appuient l'une sur l'autre. Si l'élection des délégué.e.s de cursus échoue, l'élection des représentant.e.s des étudiant.e.s ne peut obtenir de bons résultats. De nombreux.ses étudiant.e.s ont également déclaré être intéressé.e.s par le bureau et qu'ils auraient aimé y participer. En raison de la communication insuffisante entre l'UFA et les responsables de programme, ainsi que de l'absence d'élections de délégué.e.s de cursus dans certains cas, les étudiant.e.s engagé.e.s sont ainsi exclu.e.s dès le départ. De plus, ceci entrave également le travail de la représentation des étudiant.e.s. Sans échange, nous ne pouvons remplir nos tâches de représentation que très partiellement. D'autant plus que ce problème est connu depuis longtemps, les procédures électorales devraient être adaptées. Il est donc urgent que l'UFA établisse une meilleure communication notamment avec les responsables de programmes afin de surveiller le bon déroulement des élections.

Comme cela a été suggéré les années précédentes, cela pourrait être un critère lors des évaluations régulières dans le cadre de la subvention.

Pour contrer ces problèmes, l'accent devrait davantage être mis sur la représentation des étudiant.e.s. C'est pourquoi nous demandons le droit de prendre part au conseil universitaire de l'UFA. Ceci pourrait être pris en compte lors d'une adaptation de l'accord de Weimar. Cet objectif nous tient particulièrement à cœur et constitue un domaine essentiel de notre mission de représentation car nous considérons que la possibilité d'assister aux réunions des différentes commissions et du conseil universitaire et ainsi de faire connaître les intérêts des étudiant.e.s à tou.te.s les acteur.trice.s concerné.e.s, notamment aux responsables qui ne sont pas confronté.e.s aux étudiant.e.s au quotidien.

De plus, nous demandons qu'un budget de 5000€ par an soit mis à la disposition de la représentation des étudiant.e.s. Un tel budget nous permettrait d'étendre notre champ d'action, de mettre en œuvre nos idées, de soutenir des projets d'étudiants au-delà des frontières, de mieux faire connaître l'UFA et ses programmes diplômants et de promouvoir les échanges interdisciplinaires.

Offrir au corps étudiant, par le biais du droit de vote et de ressources financières, plus d'influence doit être considéré comme une opportunité. En tant que représentant.e.s des étudiant.e.s, nous ne connaissons que trop bien les défis liés à des études franco-allemandes et apportons une nouvelle perspective, qui ne doit pas se limiter à une fonction consultative.

VI. Résumé

Par rapport aux années passées, une amélioration continue des conditions d'étude des étudiant.e.s de l'UFA peut être observée. La richesse et la pertinence des programmes sont très appréciées par les étudiant.e.s. Les différentes unités d'enseignement dans le pays partenaire et dans l'université d'origine sont, à quelques exceptions près, bien coordonnées. Ainsi, la majorité des étudiant.e.s se sentent prêt.e.s à relever les défis d'un monde du travail en constante évolution. C'est là qu'apparaît la force des programmes d'études de l'UFA, qui brillent par leur interculturelité et la grande qualité de leur enseignement.

Mais des obstacles et des difficultés subsistent. La recherche de stages et d'offres d'emploi se caractérise par l'incertitude. Un problème qui concerne tous les départements est la difficulté de trouver les organismes et entreprises qui recherchent un profil franco-allemand. Dans nos enquêtes, les étudiant.e.s déclarent qu'ils.elles n'ont reçu aucune aide de leur université d'origine ou partenaire pour entrer en contact avec des entreprises intéressées par des employés ayant un double diplôme franco-allemand. Il est encore nécessaire d'agir dans ce domaine, car une grande partie des étudiant.e.s déclarent qu'ils pourraient être aidé.e.s en étant informé.e.s de ces possibilités.

Nous suggérons donc à l'UFA de mieux informer sur les offres existantes tel que le Forum franco-allemand, d'établir le plus tôt possible le contact avec les représentant.e.s de l'économie, de la politique et des ONG afin de montrer aux étudiant.e.s les diverses possibilités pour leur carrière professionnelle. En tant que représentant.e.s des étudiant.e.s, nous serions heureux.ses de soutenir ce projet dans sa mise en œuvre.

Les procédures administratives et l'organisation pédagogique des programmes d'études ainsi que les cours de langue obligatoires, qui ne sont souvent pas adaptés aux besoins des étudiant.e.s, posent également problème. En outre, nous aimerions demander aux responsables du programme d'accorder une attention particulière aux étudiant.e.s des pays tiers à l'avenir. Même si la plupart d'entre eux.elles se débrouillent bien, il convient de tenir compte de leur statut particulier et, si nécessaire, de leur fournir une assistance accrue.

Les difficultés mentionnées sont encore exacerbées par une communication inadéquate et un manque constant d'informations de la part des établissements. Par conséquent, les étudiant.e.s ne peuvent pas profiter des nombreuses possibilités offertes par l'UFA, tels que les cours de langue gratuits en ligne et la formation des candidat.e.s.

Nous appelons donc les universités à moderniser leur présence en ligne, l'UFA à promouvoir plus fortement les offres existantes et à utiliser de nouvelles formes de communication pour s'engager auprès des étudiant.e.s.

Pour l'instant, bien sûr, la COVID-19 joue un grand rôle - notamment parce qu'elle amplifie les problèmes qui existent déjà. Par exemple, la situation financière des étudiant.e.s. Le soutien de l'UFA continue d'être une contribution importante pour eux.elles. Toutefois, surtout à une époque où de nombreux.ses étudiant.e.s ont perdu leur emploi à temps partiel, où le foyer parental ne peut plus apporter de soutien financier ou ne peut le faire que dans une moindre mesure, il convient de mettre fin à des pratiques telles que le double paiement des frais universitaires.

La santé mentale des étudiant.e.s souffre également de la pandémie. Le risque d'effondrement mental a augmenté pour de nombreux.ses étudiant.e.s. Nous demandons aux responsables de programme d'indiquer les offres existantes dans les universités et, si nécessaire, de développer leurs propres concepts pour la protection des étudiant.e.s. En tant que représentant.e.s des étudiant.e.s, nous serions heureux.ses d'aider à la mise en œuvre des initiatives qui vont en ce sens.

Si la pandémie nous place devant de nombreux défis, elle nous oblige également à sortir des vieux schémas, à devenir plus dynamiques et à développer de nouveaux modèles d'enseignement et de collaboration. L'enseignement numérique est désormais apprécié, notamment les enregistrements et la flexibilité que cela a créé.

Bien que de nombreuses choses évoluent dans la bonne direction et que les étudiant.e.s envisagent l'avenir avec confiance malgré de nombreuses adversités, nous devons noter que les problèmes mentionnés ne sont pas nouveaux. Si l'on examine les rapports de la représentation des étudiant.e.s de ces 15 dernières années, les mêmes préoccupations, que ce soit en matière de communication, de financement ou d'enseignement, reviennent sans cesse. Les problèmes connus sont abordés encore et encore, mais pas dans une mesure suffisante.

Il est donc d'autant plus important d'avoir une forte représentation des étudiant.e.s. Ils.elles sont le cœur de l'UFA mais ils.elles n'ont guère la possibilité de se faire entendre par le biais de délégué.e.s élus au sein de leurs programmes d'études, car les élections des délégué.e.s de cursus n'ont tout simplement pas lieu correctement. Nous, les représentant.e.s des étudiant.e.s, n'avons ni droit de vote ni budget pour soutenir ou mettre en place des projets nous-mêmes.

Nous suggérons ainsi des élections régulières au niveau des universités membres, qui sont contrôlées par l'UFA et dont les résultats nous sont transmis. En outre, la

représentation des étudiant.e.s devrait avoir le droit de vote lors des réunions du conseil universitaire et disposer d'un budget raisonnable.

Cela permettrait de réaliser des idées propres - mentionnées dans le rapport -, de soutenir des projets d'étudiant.e.s également au-delà des frontières, de créer plus d'attention pour l'UFA et ses programmes d'études.

En conclusion, on peut affirmer que, même s'il y a une marge de progression dans de nombreux domaines, la majorité des étudiant.e.s sont satisfait.e.s de leurs études. La plupart d'entre eux.elles s'attendent à ce que leur éducation binationale leur apporte des avantages sur le marché du travail et souhaitent conserver cette orientation internationale dans leur future carrière.